

de Fiume a été, depuis la formation de l'état yougoslave, un point de discussion sur lequel on n'a pas pu en venir à une entente, ce dernier prétendant que Fiume doit lui être attribué, que c'est essentiellement une ville croate, dont la possession fournira le seul exit maritime pour son commerce. Fiume était antérieurement le principal port de mer de la Hongrie.

Un autre conflit d'opinion qui pourrait bien retarder la signature du traité de paix, c'est l'indisposition de l'Italie à traiter d'abord avec l'Allemagne seule. Elle demande que simultanément un traité de paix soit conclu avec l'Autriche-Hongrie. Mais celle-ci n'existe plus!

La commission allemande et la délégation alliée qui devaient régler la question des frontières de la Pologne avec la Prusse, ont quitté Posen où elles s'étaient réunies et sont reparties pour leurs foyers respectifs. Elle n'ont pu s'entendre sur aucun point. Les Polonais insistent toujours pour la possession de partie de la Posnanie et d'un débouché maritime sur la Baltique à Dantzig.

La discussion se continue au sujet de la disposition de la flotte de guerre livrée par l'Allemagne. L'entente anglo-américaine propose simplement de la couler à fond après en avoir extrait tout l'outillage qui pourra facilement s'enlever. Ces deux nations prétendent que la fabrication des munitions pour cette armada, la réparation et l'entretien du matériel de combat, coûteront plus cher que la construction de nouvelles unités, une partie étant déjà démodée et certaines unités dans un tel état de détérioration qu'il ne serait pas judicieux ni économique d'entreprendre de les remettre à neuf. La France et l'Italie ne sont pas de cet avis et ne croient pas que ce soit sage de mettre au fond de l'eau plus de 200 millions sans essayer d'en tirer un meilleur parti.

Pendant que la Conférence perd un temps précieux en discussions qui n'aboutissent à rien de précis, la lutte soit intérieure soit extérieure se continue en Allemagne, en Pologne, dans l'Ukraine et en Russie. La nouvelle assemblée nationale siégeant à Weimar, se débat dans des discussions stériles et n'a pas encore réussi à faire faire un pas en avant au rétablissement de l'ordre et à la soumission des bandes spartacistes. Les dépêches annoncent que la tranquillité règne à Berlin, mais ce n'est qu'une trêve bien peu sérieuse, qui ne durera que le temps nécessaire aux anarchistes pour se ravitailler et concerter de nouvelles attaques. Dans la dernière échauffourée, les pertes de vie ont été nombreuses et les dégâts matériels s'évaluent dans les millions. Le ministre de la guerre Noske a fait preuve de grande vigueur et a été puissamment secondé par les troupes restées fidèles et commandées par leurs anciens officiers. A l'assemblée de Weimar on commence à relever la tête et l'on parle même, sous le couvert, d'un refus probable de signer le traité de paix si les conditions de l'Entente sont trouvées

trop dures. On croit apercevoir l'ombre d'une restauration impériale.

Le refus de continuer les négociations au sujet de la frontière polonaise indique un nouvel esprit de révolte dont on n'essaie pas encore de calculer les conséquences.

La demande de la Conférence aux commandants des troupes polonaises et ukrainiennes de cesser les hostilités dans la région de Lemberg en Galicie, n'a eu aucun succès et la mission alliée a dû se retirer sans être parvenue à rétablir une paix même temporaire.

La Hongrie est en révolution et tend la main aux soviets russes.

En Russie la longanimité et le manque de décision des alliés encouragent les bolchevistes et leurs troupes remportent des succès qui créent une situation comportant des possibilités fort dangereuses non seulement pour les gouvernements de Sibérie et d'Archangel mais pour les contingents de l'Entente dont la faiblesse numérique ne leur permet pas de réaliser le résultat qu'ils étaient en droit d'espérer au début.

La grève des mineurs, en Grande-Bretagne après avoir atteint une période aigue semble devoir être ajournée pour quelque temps, mais le ferment est là, toujours bouillonnant. L'explosion pour se faire attendre n'en sera que plus fatale. Ceux qui, à l'origine, ont déchaîné cette orgie de réclamations qui fait la base des demandes ouvrières, sont impuissants à enrayer le mouvement qui, se développant, menace de s'étendre à toutes les formes du travail dans le Royaume-Uni. Les dépêches annoncent une situation très dangereuse, cependant que le premier ministre est retenu à Paris par le règlement de questions plus importantes encore.

Quand la Conférence aura décidé si oui ou non le traité de paix avec l'Allemagne doit contenir le "covenant" de la "Ligue des Nations", il lui restera encore à considérer:

- La question de la frontière franco-allemande;
- Celle du bassin de la Sarre;
- Celle de la frontière germano-polonaise;
- Celle de la frontière germano-danoise;
- Celle de la frontière belgo-hollandaise;
- L'Union de l'Autriche Allemande;
- Le règlement de la frontière de l'Ukraine;
- L'attribution du littoral de l'Adriatique;
- Les nouvelles demandes du Japon;
- La disposition de la flotte de guerre allemande;
- La note à payer par l'Allemagne pour indemnité et réparation;

Le rétablissement de l'ordre en Russie.

On voit par cette courte énumération qu'il y a du pain sur la planche pour les diplomates de l'Entente.

M. Wilson pourrait bien être forcé de passer la saison chaude à Paris, s'il veut voir la fin de l'entreprise dont ses 14 points devaient former la base inébranlable.

24 mars 1919.

A. GOBEIL